



**PRÉFÈTE
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Nancy, le 24/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOC FRANCAISE DONGES-METZ

54470 SAINT-BAUSSANT

Références : 2024_2624
Code AIOT : 0100020984

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/11/2024 dans l'établissement SOC FRANCAISE DONGES-METZ implanté D3 - Bois du Four 54470 LIMEY-REMENAUVILLE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOC FRANCAISE DONGES-METZ
- D3 - Bois du Four 54470 LIMEY-REMENAUVILLE
- Code AIOT : 0100020984
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société SFDM assure la gestion et notamment l'approvisionnement, le transport, traitement, stockage et distribution des hydrocarbures liquides.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie : Exercice POI

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Compte rendu exercice POI	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 69	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Contenu d'un POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan d'Opération interne	Arrêté Préfectoral du 23/12/2020, article 6.71	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a réalisé un exercice POI en présence du SDIS et de l'inspection des installations classées. L'exercice portait sur le débordement d'un bac de carburant. L'inspection a constaté que l'exploitant a su gérer les règles d'organisation, les moyens en place et disponibles sur son site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'Opération interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2020, article 6.71
Thème(s) : Risques accidentels, Exercice POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose d'un Plan d'opération Interne (POI) (...). Le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas un an et réexaminé à des intervalles n'excédant pas trois ans et à l'issue des exercices.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un Plan d'Opération Interne mis à jour en mars 2024. L'inspection des installations classées a constaté le jour de la visite la mise en test d'un exercice POI en présence du SDIS. Le thème portait sur le débordement d'un bac de carburant.</p> <p>L'inspection a constaté que l'exploitant a su gérer les différentes étapes à mettre en place (appel des différents services : SDIS, préfecture, siège social...).</p> <p>Les entreprises extérieures sollicitées lors de l'exercice ont toutes répondu rapidement pour intervenir au besoin (laboratoire d'analyses, TP...).</p> <p>Il convient de souligner à l'exploitant de formuler correctement la situation géographique de son Parc B lors de l'appel en cas de déclenchement du POI afin d'éviter toute ambiguïté sur la localisation du parc B dans les messages diffusés entre les services d'état concernés. Le parc B étant situé sur la commune de LIMEY-REMENAUVILLE et non sur la commune de Saint-Baussant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Compte rendu exercice POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 69
Thème(s) : Risques accidentels, Compte rendu
Prescription contrôlée : (...) « Les exercices font l'objet de compte-rendus qui sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. »
Constats : L'exploitant a indiqué que le compte rendu de l'exercice serait disponible pour la fin de l'année.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant adressera à l'inspection des installations classées le compte rendu de l'exercice réalisé en 2024 accompagné de ses commentaires éventuels.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Contenu d'un POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu d'un POI
Prescription contrôlée : Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021 »: a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ; b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ;
Constats : L'inspection a constaté que le POI mis à jour en mars 2024 ne dispose pas des éléments sus-visés. Par ailleurs, la fiche réflexe « 1 ^{er} intervenant » page 19 du POI indique dans la check-list des actions au sein de la mission 2 « appeler les sapeurs pompiers (déclenchement du POI) : « Lire le message au verso » Or, ce message se trouve à la page 15 du POI.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant adressera à l'inspection des installations classées un POI conforme à l'arrêté visé et mis en cohérence avec les informations indiquées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois